



N° 2026_BU_037

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-six, le **Jeudi 19 Février**, à dix-sept heures, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du siège social à Moulins-Engilbert sous la Présidence de Serge CAILLOT.

Présents :

Serge CAILLOT, Antoine-Audoine MAGGIAR, Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Pierre TISSIER-MARLOT, Jean-Christophe SAVE, Marie-Claire RANVIER, Dominique STRIESKA, Michel MARIE, David BONGARD, Serge DUCREUZOT, Jean-Paul LAMBOURG, Michel MULOT

Absents excusés : /

Étaient également présents : Mælle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Dominique STRIESKA

Envoyé en préfecture le 12/03/2026

Reçu en préfecture le 12/03/2026

Publié le

ID : 058-200067882-20260219-2026_BU_037-DE

S²LO

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 13
- Procurations : 0
- Qui ont pris part aux délibérations : 13

Commande Publique

Ecole de production de Biches – Installation d'une bâche à incendie

2026_BU_037

Mme Marie-Claire RANVIER, Vice-Présidente en charge du développement économique, explique, que dans le cadre des travaux de l'école de production, il a été demandé par la commission de sécurité, lors de l'attribution du permis de construire de prévoir un moyen de protection contre l'incendie pour le bâtiment.

Plusieurs solutions sont envisageables : l'aménagement d'un bassin à l'arrière du site ou l'installation d'une bâche à incendie. Cette solution semble plus adaptée car moins technique et plus simple d'accès pour les pompiers.

Plusieurs devis ont été reçus. La comparaison des différentes offres ainsi que les devis sont *en annexe*.

Il s'agit de faire faire un lit de pose (terrassément, fond de forme, concassé et sable), de poser un géotextile, poser une bâche avec alimentation d'un poteau incendie par tranchée pour garantir une installation hors gel.

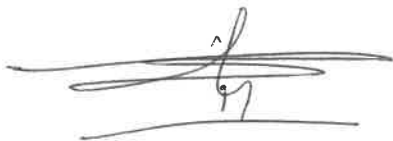
Il est possible de missionner les entreprises pour une clôture mais l'EDPM se propose de la réaliser en bois avec ses élèves.

.../...

La réalisation devrait se faire en même temps que l'intervention de l'entreprise pour le reste des travaux qu'elle doit réaliser, à savoir l'installation de l'Assainissement Non Collectif notamment.

Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité,

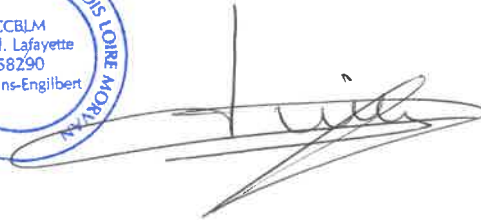
- décide de retenir l'entreprise Guinot pour un montant de 12 600€ HT (hors clôture),
- autorise Monsieur le Président à signer le devis.



**La Secrétaire de Séance,
Mme Dominique STRIESKA.**

**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 19 Février 2026**

**Le Président,
Serge CAILLOT.**



Envoyé en préfecture le 12/03/2026

Reçu en préfecture le 12/03/2026

Publié le



ID : 058-200067882-20260219-2026_BU_037-DE



Envoyé en préfecture le 12/03/2026

Reçu en préfecture le 12/03/2026

Publié le

ID : 058-200067882-20260219-2026_BU_037-DE



OFFRE ALM. 2025 / 1083D

Suivi par Antoine LE MOAL

CC BAZOIS LOIRE MORVAN

Service assainissement

11 Place Lafayette

Moulins Engilbert 58290

Création d'une réserve incendie version hors-gel, citerne souple de 120m3 sur le site de l'EPDM à Biches

m.cazau@bazoisloiremorvan.fr

DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF

N° DE PRIX	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QUANTITE	PRIX UNITAIRE Euros.H.T	MONTANT Euros.HT
1	Transfert du matériel	ft	1,00	550,00	550,00
2	Terrassement et préparation de la plateforme (12mx8m), fourniture et pose d'un géotextile apport 20cm TV 0/31,5 et 10cm de sable alluvionnaire 0/6,3	m2	100,00	29,00	2 900,00
3	Fourniture et pose d'une citerne souple de 120m3 comprenant : <i>Le terrassement de la tranchée pour pose du poteau incendie</i> <i>Le raccordement du PI + vanne intermédiaire à la citerne</i> <i>La fourniture et pose d'un citerne souple 120m3 hors sol couleur verte</i> NB: Le remplissage n'est pas à notre charge	ft	1,00	9 150,00	9 150,00
TOTAL GENERAL Euros HT =					12 600,00
TVA 20.00 % =					2 520,00
TOTAL Euros T.T.C. =					15 120,00

Nos clients reconnaissent avoir accepté nos conditions de vente au verso



SAS PASCAL GUINOT TP - NIÈVRE

www.guinot-tp.com

Rue Henri Darcy - 58300 DECIZE - Tél. 03 86 50 21 56 - Fax 03 86 30 46 81 - decize@guinot-tp.com

Siège social : Pascal GUINOT TRAVAUX PUBLICS - Rue Henri Paul Schneider - 71210 Montchanin - Tél. 03 85 73 95 80

SAS capital de 3 000 000 € - RCS Chalon-sur-Saône B490 921 996 - SIREN 490 921 996

N° DE PRIX	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QUANTITE	PRIX UNITAIRE Euros.H.T	MONTANT Euros.HT
	<p>HYPOTHESES:</p> <p>— Votre couche de forme réalisée par vos soins doit avoir une portance en tous points de 50 MPA minimum</p> <p>— Cette forme sera réglée pour recevoir une épaisseur moyenne de 10 cm de TV 0/315, soit un tonnage global de 150 tonnes. Le tonnage supplémentaire sera facturé et le tonnage en plus inférieur sera déduit.</p> <p>VALIDITE DE L'OFFRE:</p> <p>Ce devis est établi suivant les bases bitume de Décembre 2025 remis par TOTAL et valable jusqu'au 31 Décembre 2025, Au delà de cette période, cette offre sera soumise à une révision de prix par application de l'indice TP 09 de l'INSEE</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin: 10px 0;"> <p>Envoyé en préfecture le 12/03/2026 Reçu en préfecture le 12/03/2026 Publié le ID : 058-200067882-20260219-2026_BU_037-DE</p> </div> <p>Bon pour accord, le 19.10.21 2026 Le Président de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan Serge CAILLOT</p> <div style="text-align: center;">   </div> <p>Fait à DECIZE le: 3 décembre 2025</p> <p>Nos clients reconnaissent avoir accepté nos conditions de vente au verso Nos prix sont établis sur la base des impôts et taxes en vigueur. Toute modification ultérieure de ces impôts ou taxes sera répercutée sur les prix.</p> <p>Damien PETIT</p>				



CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE SAS PASCAL GUINOT TRAVAUX PUBLICS

Les présentes conditions générales de vente s'appliquent à tous nos travaux, et, hormis tous autres documents en provenance du client, toute commande implique leur acceptation sans réserve.

1) Devis.

Tout devis n'est valable que pour une durée de 60 jours à compter de son établissement. Les prix sont mentionnés hors taxes et sont établis d'après les conditions économiques à la date de notre devis. Les travaux dont la durée d'exécution serait supérieure à 90 jours se verront appliquer une révision de prix selon les formules en usage dans la profession.

2) Propriété intellectuelle.

Tous les documents, études, devis, plans, avant-projets, remis aux acheteurs demeurent notre propriété. Ils ne peuvent être utilisés, transmis ou révélés, même partiellement sans accord de notre part sous peine de dommages et intérêts.

3) Délai d'exécution.

Le délai est donné à titre indicatif, sauf indication particulière. Il ne commence à courir qu'au moment où toutes les conditions de démarrage de nos travaux ne dépendant pas de notre entreprise sont réunies. Dans le cas où un retard serait de notre fait, les pénalités appliquées ne pourront jamais être supérieures à 5 % du montant H.T. de notre marché, et cela, dans la limite du préjudice réel.

4) Conditions de règlement.

Sauf indication contraire, nos factures sont payables au plus tard 15 jours après l'envoi de la facture et sans escompte. Tout retard de paiement pourra entraîner l'arrêt de nos travaux sans qu'il soit besoin de mise en demeure. Le non-respect des échéances établies entraînera :

A) une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

B) l'exigibilité de l'intégralité des sommes dues.

C) l'application des pénalités pour retard de paiement calculées au taux directeur de la BCE (taux refi) majoré de 8 % à compter de la date d'exigibilité du règlement de la facture.

D) une indemnité de 15 % à titre de clause pénale.

En outre, nous pourrions résilier le marché par l'envoi d'une simple lettre recommandée avec accusé de réception, sans intérêts et préjudices de tous dommages.

5) Travaux supplémentaires.

Tous travaux non prévus dans le devis initial devront faire l'objet d'une demande du client, ils feront l'objet de prix nouveaux acceptés par le client. En cas de d'augmentation ou de diminution de plus ou moins 25 % du volume des travaux par rapport aux quantités prévues au devis ou en cas de changement sur la nature des prestations, nous nous réservons le droit de modifier les prix unitaires de notre devis initial.

6) Exécution des travaux.

Les travaux demandés par le client peuvent nécessiter des demandes d'autorisation, soit en vertu des règlements d'urbanisme, soit par mesure de sécurité, soit conformément à un règlement de copropriété, il appartient alors au client de remplir ces formalités sous sa responsabilité. L'acheteur doit remettre à l'entreprise, préalablement au démarrage des travaux, le plan conforme de l'intégralité des réseaux souterrains (eau, électricité, téléphone, fibre optique, gaz, assainissement, etc.). L'entrepreneur ne pourra en aucun cas être tenu responsable des sinistres causés par des installations non ou mal signalées et cela quel que soit les propriétaires de l'installation. Pendant les travaux, si des obstacles non signalés et non visibles apparaîtraient, les travaux de contournement, d'évacuation ou d'extraction donneront lieu à des prix nouveaux.

7) Facturation.

Pour les travaux dont le délai d'exécution est supérieur à un mois, des situations cumulatives seront établies mensuellement. Ces factures seront établies en incluant le taux de TVA en vigueur au jour de la facturation.

8) Réception des travaux.

La réception des travaux est prononcée par le Maître d'Ouvrage (le client), dès la fin de nos travaux et en notre présence. Elle interviendra de plein droit, 15 jours après la réception du décompte général définitif ou à défaut 15 jours après la date de réception de la facture.

9) Garanties et réclamations.

Elles s'appliquent de plein droit dès lors que nos factures sont totalement soldées et uniquement dans ce cas. Ces garanties relèvent des garanties légales applicables, à l'exclusion des réparations résultant d'une usure normale, des détériorations issues de négligences, de défaut d'entretien ou de détérioration dues à un changement de destination des ouvrages.

10) Réserve de propriété.

Le transfert de propriété des ouvrages exécutés par nous ne sera effectif qu'après paiement complet du prix en principal et accessoire. Contrairement au transfert de la possession et des risques.

11) Garantie de paiement.

Conformément à l'article 1799-1 du Code civil, nous nous réservons le droit de ne pas commencer ou de suspendre les travaux après première mise en demeure infructueuse quant à l'obtention d'une caution prévue par la loi ou la justification de la mise en place d'un prêt bancaire spécifique.

12) Force Majeure, causes d'exonération.

Sont considérées comme cas de forces majeures, exonérations de toutes responsabilités, les événements tels que grève, intempéries, émeutes, ou tout événement indépendant de notre bonne volonté ayant pour effet d'empêcher ou de retarder le déroulement de nos prestations.

13) Cautionnement et retenue de garantie.

Aucune retenue de garantie ne sera mise en place sur les acomptes mensuels et le règlement définitif, de même qu'aucun cautionnement ne sera exigé de l'entreprise.

14) Règlement des litiges.

Tout litige relatif aux prestations ou travaux réalisés par nous sera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Chalon-sur-Saône, à défaut d'accord amiable.